

**Penser la ruralité et son développement au GRIDEQ entre 1970 et 2000**  
Du mouvement social localisé à la construction symbolique des  
communautés territoriales

**Evolving approaches to rurality and development by the GRIDEQ  
between 1970 and 2000.**

**From local social movements to the symbolic construct of territorial  
communities**

**Pensar la rusticidad y su desarrollo a la GRIDEQ, entre los años 1970 y  
2000.**

**Del movimiento social localizado a la construcción simbólica de las  
comunidades rurales**

Yann Fournis

Volume 56, numéro 157, avril 2012

Version originale soumise en octobre 2010. Version révisée reçue en  
février 2012.

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1012216ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1012216ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fournis, Y. (2012). Penser la ruralité et son développement au GRIDEQ entre  
1970 et 2000 : du mouvement social localisé à la construction symbolique des  
communautés territoriales. *Cahiers de géographie du Québec*, 56(157), 153–172.  
<https://doi.org/10.7202/1012216ar>

Résumé de l'article

Au Québec comme ailleurs, la ruralité est un objet difficile à analyser : elle  
suscite souvent une conclusion désenchantée, comme si la période historique  
récente conduisait à sa dissolution. À partir des travaux de Hugues Dionne, cet  
article se propose de rappeler l'actualité de certaines contributions du GRIDEQ,  
proches d'une sociologie critique, à ce débat. Ces travaux illustrent une  
évolution lourde de certaines études régionales québécoises qui, d'abord  
tournées vers les mouvements sociaux et les lieux de vie, connaissent un  
tournant dans les années 1990 : elles élargissent le regard à d'autres logiques  
spatiales et valorisent plus nettement une mobilisation locale qui transmue les  
lieux de vie en territoires, dans un rapport de coopération conflictuelle avec  
l'État. Cette redéfinition des rapports entre localisation et territorialisation  
conduit à une conception forte de la communauté qui, entendue comme  
« recherche de globalité », confère au local une forme de cohérence  
symbolique et sociale.

Dossier

Transformations de «l'urbain» et du «rural» et territorialité des sociétés contemporaines

# Penser la ruralité et son développement au GRIDEQ entre 1970 et 2000

## Du mouvement social localisé à la construction symbolique des communautés territoriales

*Evolving approaches to rurality and development by the GRIDEQ between 1970 and 2000. From local social movements to the symbolic construct of territorial communities*

---

Yann FOURNIS  
Département sociétés, territoires  
et développement  
Université du Québec à Rimouski  
Yann\_Fournis@uqar.qc.ca

---

*Pensar la rusticidad y su desarrollo a la GRIDEQ, entre los años 1970 y 2000. Del movimiento social localizado a la construcción simbólica de las comunidades rurales*

### Résumé

Au Québec comme ailleurs, la ruralité est un objet difficile à analyser : elle suscite souvent une conclusion désenchantée, comme si la période historique récente conduisait à sa dissolution. À partir des travaux de Hugues Dionne, cet article se propose de rappeler l'actualité de certaines contributions du GRIDEQ, proches d'une sociologie critique, à ce débat. Ces travaux illustrent une évolution lourde de certaines études régionales québécoises qui, d'abord tournées vers les mouvements sociaux et les lieux de vie, connaissent un tournant dans les années 1990 : elles élargissent le regard à d'autres logiques spatiales et valorisent plus nettement une mobilisation locale qui transmue les lieux de vie en territoires, dans un rapport de coopération conflictuelle avec l'État. Cette redéfinition des rapports entre localisation et territorialisation conduit à une conception forte de la communauté qui, entendue comme «recherche de globalité», confère au local une forme de cohérence symbolique et sociale.

### Mots-clés

Ruralité, communauté, développement régional, GRIDEQ, territoire.

### Abstract

In Québec, as elsewhere, rurality is a difficult concept to define. Efforts to do so often prompt disillusioned conclusions, as if recent history were heralding the demise of the phenomenon. Based on studies carried out by Hugues Dionne, this article aims to heighten awareness of the relevance to this debate of work undertaken by the GRIDEQ research group, in what might be seen as a form of critical sociology. Research by Dionne and the GRIDEQ reflects an unmistakable sea-change in the approaches adopted for many studies on the situation in rural Québec. It illustrates a shift in the 1990s from a focus on social movements and local



living environments to a broader spatial perspective, where increasing emphasis is placed on local mobilization, seen now not simply as place, but instead as territory, in a relationship of conflictual cooperation with the State. Redefining the connections between local and territorial identity contributes to an expanded conceptualization of community which, when taken as reflecting “a desire to be part of the whole”, provides a degree of social and symbolic cohesiveness to the concept of what is “local”.

### **Keywords**

Rurality, community, regional development, GRIDEQ, territory.

### **Resumen**

En Québec y dondequiera, la ruralidad es un objeto difícil de analizar: a menudo provoca conclusiones que decepcionan, como si el período histórico reciente llevaría a su desagregación. Partiendo de los trabajos de Hugues Dionne, este artículo trae a la memoria la actualidad de algunas contribuciones del GRIDEQ, próximas de una sociología crítica, para el debate. Esos trabajos ilustran una evolución torpe de algunos estudios regionales quebequeses, los que, previamente dirigidos hacia los movimientos sociales y los lugares de vida, conocen un viraje decisivo en los años 1990: apertura de la visión hacia otras lógicas espaciales y clara valorización de la movilización local que transforma los lugares de vida en territorios, en una relación de cooperación conflictiva con el Estado. Esta redefinición de relaciones entre localización y territorialización conduce a una concepción fuerte de la comunidad que, comprendida como “investigación de globalidad”, confiere a lo local una forma de coherencia simbólica y social.

### **Palabras claves**

Ruralidad, comunidad, desarrollo regional, GRIDEQ, territorio.

## **Introduction**

Au Québec comme ailleurs, la ruralité est un objet difficile : au cœur des analyses de la société québécoise depuis les premiers travaux sociologiques, elle suscite souvent une conclusion désenchantée, comme si la période historique récente conduisait à sa quasi-dissolution. À cet égard, les conclusions de Gérald Fortin sur la fin du règne rural au Québec au sortir de la Révolution tranquille (Fortin, 1971 : 12) rejoignent largement la sociologie rurale française, qui ne peut que constater que « la civilisation paysanne est morte en France », emportée par « la Seconde Révolution française » des années 1950-1960 (Mendras, 1994 : 39). Toutefois, ces bouleversements de la ruralité sont vivement discutés : la sociologie rurale en France (Jollivet, 2009) et au Québec (Jean, 1985) connaît un véritable bouillonnement intellectuel, à partir des années 1970. Au sein des études régionales québécoises, les premiers travaux du Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) reflètent bien la complexité du problème rural, à la fois vieille question et réalité nouvelle (Harvey, 1976), dont la définition est délicate dès qu'on a renoncé à opposer urbanité et industrialisation, d'une part, et ruralité et tradition, d'autre part (Lévesque, 1976). Une partie des études scientifiques a d'abord proposé une problé-

matique de la ruralité qui l'envisage comme entité spécifique en tension avec son environnement global. Cette perspective ambitieuse cède cependant la place, dans la sociologie rurale, à des notions plus modestes qui saisissent les dynamiques politiques et sociales du «local» (et notamment le rôle des politiques de l'État) (Alphandéry et Billaud, 2009) ou du territorial (Jean, 1997).

Sous la première perspective, les territoires sont conçus indissociablement comme espace, inséré dans les structures historiques lourdes du capitalisme ou de l'État, et comme lieu, organisé autour de la densité des dynamiques sociales des acteurs (proximité, identité, mobilisation) (Klein, 2010). Une part des analyses du GRIDEQ, proche de la sociologie et de la géographie critiques, se prête fort bien à cette lecture, selon laquelle l'intégration de la ruralité dans la société globale québécoise doit combiner l'analyse structurale dans l'espace (la tension centre-périphérie) et l'analyse «actionnaliste» dans les lieux (la ruralité comme projet social et conditions de vie). Le développement rural en périphérie exige de combiner les perspectives marxistes et tourainiennes pour comprendre comment un mouvement social peut opposer un contre-projet au développement inégal du capitalisme (Côté et Lévesque, 1982; Dionne et Klein, 1982; Jean, 1985). Toutefois, associer ces deux analyses n'a rien d'évident, et les recherches d'inspiration tourainienne elles-mêmes constatent vite l'échec des acteurs locaux face à l'État et au système capitaliste (Dulong, 1975; Quéré, 1978; Touraine et Dubet, 1981). Dans ces remises en cause, se lit la difficulté à penser la ruralité au-delà de ses transformations lourdes, comme une configuration dynamique de facteurs économiques, sociaux et politiques sur un territoire. Cette difficulté est cependant surmontée, à l'issue d'un travail d'accommodation entre différentes théories critiques (notamment les approches de la régulation et celle des nouveaux mouvements sociaux [Bélanger et Lévesque, 1991]) et certaines traditions de facture plus classique (notamment la science régionale [Lafontaine, 1995]). Cette convergence aboutit à concevoir le développement en fonction d'un paradigme territorial (Jean, 2006) ou d'une approche «hybride», qui vise à comprendre les «significations scientifiques et sociales de [l']ancrage communautaire» des acteurs territoriaux au Québec (Klein, 2010: 148).

Cette perspective, qui voit d'abord la ruralité écartelée entre espace et lieu avant d'être saisie comme la territorialisation d'une dynamique communautaire, est l'un des apports essentiels des approches québécoises du développement régional portées, entre autres, par le GRIDEQ. Créé en 1974 à l'Université du Québec à Rimouski, le groupe de recherche est rapidement saisi par l'héritage d'une région marquée par l'expérience québécoise la plus ambitieuse en matière d'aménagement du territoire: le Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec (BAEQ), en 1963-1966. Dès sa naissance, le Groupe se propose de mener une analyse interdisciplinaire du développement des espaces régionaux périphériques, qui se focalise rapidement sur la dimension sociale des territoires (avec principalement la sociologie et, dans une moindre mesure, la géographie et l'histoire). À la confluence de la sociologie québécoise sur les localités des années 1950-1960 et du tournant critique des sciences sociales dans les années 1970, cette approche sociale des territoires est le noyau du programme de recherche du GRIDEQ durant plus de 30 années, noyau suffisamment ouvert pour rejoindre d'autres études régionales au Québec (notamment le Groupe de recherche et d'intervention régionale (GRIR) et le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)) et suffisamment souple pour autoriser plusieurs sensibilités internes (avec



notamment l'histoire régionale ou l'économie sociale) et plusieurs variantes d'une même sensibilité (Lafontaine, 1995 ; Fournis, à venir). C'est à l'analyse de la sensibilité de la sociologie la plus critique du GRIDEQ que se consacre cet article : à partir principalement des travaux réalisés par Hugues Dionne (seul ou en collaboration), il se propose de rappeler certaines tentatives pour penser la ruralité de certaines zones rurales périphériques du Québec (l'arrière-pays du Bas-Saint-Laurent) à partir d'une acception ambitieuse de l'action collective. Les mutations profondes du monde rural amènent moins à conclure à sa disparition inéluctable qu'à réexaminer la définition de la société rurale, de la place qu'y tiennent la sociabilité et la proximité, de sa forme politique comme de ses logiques de spatialisation – ce qui débouche en particulier sur la notion de communauté territoriale.

Plus précisément, une analyse systématique, approfondie et ambitieuse a été faite, entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, sur les tentatives de développement rural communautaire dans le Bas-Saint-Laurent, qui offre une définition forte de l'identité locale et communautaire en milieu rural. Cette identité est envisagée comme une entité complexe et globale, précipitée par un sentiment collectif d'urgence du développement lié à des conditions structurelles défavorables. Activée par une mobilisation visant à un développement communautaire et territorial, elle peut générer une logique horizontale des territoires qui, embrassant l'ensemble du système d'action local, contrecarrerait les logiques systémiques et sectorielles (Dionne, 1989a). Nourrie des quelques principes fondateurs de globalité et de solidarité (Dionne, 1993), cette définition apparaît comme le cœur d'une exigence ontologique et scientifique : il faut penser la ruralité à travers les profondes transformations des réalités qu'elle recouvre sans esquiver la question traditionnelle de la cohérence de la société rurale, parce que c'est au niveau de la globalité des conditions de vie face aux logiques fonctionnelles que se situerait la dimension humaine du développement. Là réside « tout ce travail de la communauté (ou la collectivité) sur elle-même et sur son territoire [qui est] au cœur de toute la problématique du développement local » (Dionne et Thivierge, 2000 : 301).

Pour remettre en question de la sorte les espaces ruraux, il est possible de s'appuyer sur une proposition récente de distinction entre différents types de relations socio-spatiales qui, à la fois structurées et structurantes les unes vis-à-vis des autres, peuvent se combiner (soit la logique des lieux, la logique de territoire, la logique de réseaux et la logique d'échelle) (Jessop *et al.*, 2008). Au prix d'une simplification nécessaire, notre analyse privilégie deux logiques prééminentes de construction des espaces ruraux : la ruralité se construit à la fois dans une logique sociologique de lieu et dans une logique politique de territoire, dont la convergence offre une définition de la ruralité québécoise. La ruralité renvoie d'abord à une logique spécifique de lieux, fondée sur un ensemble de conditions de vie qui génèrent une sociabilité caractérisée par la densité et la proximité relationnelles, ce qui se traduit par une identité locale distincte. L'enjeu premier du rural est en ce sens sociologique, puisqu'il a trait à la structuration des lieux en tant que configuration spécifique de rapports sociaux fondamentaux dans un espace particulier, ainsi qu'aux effets de cette configuration sur les relations sociales et humaines qui s'y nouent. Mais la ruralité est parallèlement inscrite dans un rapport politique qui relève d'une logique de territoire, parce qu'elle prend forme dans une mobilisation des acteurs locaux qui négocient avec l'État les conditions (politiques, économiques, etc.) aptes à pérenniser cette identité rurale

comme ensemble. L'enjeu premier ici est politique, puisqu'il relève de la construction des territoires par les rapports entre les politiques de développement et les mobilisations locales, entre l'État et la société civile, c'est-à-dire entre l'État au sens intégral (la spatialité distinctive de l'État, mais aussi l'ensemble des modes d'intervention étatique influençant les territoires [Brenner et *al.*, 2003 : 6]) et les tentatives localisées de subversion des stratégies étatiques. Enfin, si la société rurale est construite par la tension politique entre l'État et une action collective autour de l'enjeu des rapports sociaux fondamentaux sur un territoire, il reste à saisir comment cette logique des lieux et cette logique des territoires se combinent sur certains espaces pour y produire une réalité humaine nouvelle (modèle de développement, communauté ou territoire). Les travaux de Hugues Dionne sont éclairants à cet égard et seront évoqués en deux parties.

Dans un premier temps, ils seront restitués dans le contexte d'une approche critique des études régionales et en particulier celle du GRIDEQ qui, dès les années 1975, propose une analyse large, où les espaces ruraux sont caractérisés comme des lieux de vie au sens exclusif, confrontés à des logiques spatiales exogènes. Cette logique des lieux explique l'émergence de mobilisations en faveur du développement rural, conçues comme des mouvements sociaux totaux, porteurs d'un développement global alternatif. Cette définition forte, qui postule un lien direct entre rapports fondamentaux et action collective, trouve toutefois rapidement ses limites du fait d'une crise structurelle et politique des sociétés rurales du Bas-Saint-Laurent, fragilisées par les politiques étatiques et la globalisation économique. La deuxième partie évoque l'ouverture des études régionales aux facteurs et arrangements institutionnels, dans les années 1990, ce qui débouche au GRIDEQ sur des analyses dynamiques des nouvelles formes d'action collective sur les territoires. Ce retour du politique dans l'analyse de la ruralité permet une relecture des espaces, désormais pensés comme des lieux de vie hétéronomes, fondamentalement structurés par des logiques politiques et économiques globales – soit comme des territoires. Cette conception des espaces au sens inclusif ouvre à un renouvellement de l'analyse des mobilisations, envisagées comme des tentatives de réévaluation symbolique des sociétés rurales pour faire face, en coopération conflictuelle avec l'État, à la déstructuration des identités locales face au global. La conclusion reviendra sur la question de l'objet du développement de la ruralité et sur l'hypothèse d'un modèle communautaire de développement rural au Québec.

## **Le mouvement rural contre l'État : le développement par la mobilisation des lieux de vie**

Le développement rural est au cœur de la dynamique d'émergence des études régionales québécoises dans les années 1970, et en particulier sous la forme d'une critique radicale des politiques antérieures, conforme au tournant critique des sciences sociales de l'époque (Massicotte, 1985 ; Klein, 2010). Cette évolution a souvent été perçue comme un tournant marxiste (Klein, 1978) mais, pour nombre d'études critiques québécoises, une telle considération doit être complétée par la prise en compte de la sociologie des mouvements sociaux, au moins aussi importante (Maheu, 1983 ; Descent *et al.*, 1987 ; Southcott, 1999) – et d'autant plus lorsque le marxisme reflue brutalement au milieu des années 1980. En témoigne le GRIDEQ : face aux approches nuancées du développement régional attentives aux stratégies et institutions d'État et



aux élites régionales (Harvey, 1980; Massicotte, 1983), les approches plus radicales s'affirment proches d'un développement populaire et rural, plus exclusivement centrées sur la résistance de l'arrière-pays bas-laurentien aux politiques étatiques (et notamment le BAEQ : Dionne, 1979). Cette interprétation critique du développement rural, rapidement prééminente (Jean et Lafontaine, 1984), s'appuie largement sur des auteurs marxistes ou actionnalistes (Lipietz, Gramsci ; Castells, Touraine) et valorise la double équation – économique et politique – qui structure l'espace. Pour nombre de chercheurs du GRIDEQ (Dionne et Klein, 1982 ; Jean, 1982), la question régionale relève à la fois d'une analyse économique, attentive à la transformation des modes d'accumulation du capital et à la lutte des classes, et d'une analyse politique, centrée sur l'idéologie et le rapport État/local. Dans le contexte structurel des régions dites « ressources » périphériques en voie de désarticulation sous la pression de logiques capitalistes centrales, les couches populaires génèrent des mouvements sociaux pour défendre leurs conditions de vie (vivre et travailler au pays, qualité du travail et qualité de vie, aménagement intégré et localisé des ressources) contre les conséquences du capitalisme (prolétarianisation, exploitation, dépendance) (Côté et Lévesque, 1982). Toute la difficulté de cette approche est d'explicitier comment les lieux de vie peuvent conférer un rôle moteur à des acteurs enfermés dans les rapports structurels centre-périphérie : tel est l'intérêt de la notion de mouvement social, qui active les lieux de vie pour desserrer les contraintes structurelles et tente d'instituer une logique alternative de développement de la ruralité.

## **La ruralité comme mouvement social activant les lieux de vie**

Autour d'Hugues Dionne, le développement rural met en jeu un conflit entre deux logiques à l'échelle de la société locale dans son ensemble, l'une systémique (économique et politique), l'autre territoriale (populaire et démocratique) (Dionne et Klein, 1982). Dionne reprend les analyses de la question régionale en termes de mouvements sociaux pour saisir la signification sociétale de la « vitalité populaire » dans l'arrière-pays rural de l'Est-du-Québec durant les années 1970. Les actions collectives y relèvent du contexte « des rapports capitalistes de domination » et de « la dynamique du mouvement ouvrier et populaire dans sa lutte sur le front des conditions de travail et de vie » (Dionne, 1984 : 140). Contre l'économisme ou une certaine orthodoxie théorique (où « le » mouvement social serait exclusivement classiste, voire salarial et urbain), « une certaine globalité d'existence en milieu rural » est observée : aujourd'hui encore, il faut faire « référence à des lieux à la fois de production, de consommation et de reproduction de la force de travail » en ce que ces différents rapports s'articulent de manière spécifique (Collectif, 1983 : 17-18). Ainsi, l'enjeu de vivre au pays est au cœur des conflits entre les projets étatiques (le BAEQ puis les politiques régionales) et les résistances populaires (les Opérations Dignité et les organismes de gestion communautaire). Cette définition du mouvement social, proche de Touraine (Collectif, 1983), permet d'articuler deux problématiques pour penser une société rurale. D'abord, il convient de lui restituer toute l'épaisseur macrohistorique de la tentative d'une société rurale à se pérenniser « comme entité spécifique », alors qu'elle est depuis les années 1940 l'objet de pressions macrosociales (logiques de l'État et du capital) qui conduisent à sa « désarticulation », notamment dans ses secteurs traditionnels (forêt, agriculture, pêche). Ensuite, il faut suivre Gramsci et ajouter le rapport à l'État des mobilisations populaires, leur vive « conscience de l'État », à la fois omniprésent dans sa fonction d'encadrement et ses tentatives de récupération, et irrémédiablement éloigné du local

parce que technocratique et centralisé (Collectif, 1983 : 19). Les initiatives étatiques accélèrent la prise de conscience dans les couches fragilisées de la population qui contestent les projets modernisateurs de l'État en se réappropriant l'enjeu de la qualité de vie rurale; ces groupes activent la prise de conscience en proposant une gestion communautaire et collective des ressources de l'arrière-pays, selon «une logique de l'aménagement intégré des ressources plus respectueuse d'un milieu rural à développer dans toute son intégralité» (Dionne, 1984 : 141).

Cette analyse des sociétés rurales concilie donc les facteurs structurels et l'action collective au moyen d'une conception ambitieuse d'un mouvement social qui produirait une société alternative en milieu rural périphérique. Cette «contre-logique de développement» finirait par intégrer l'ensemble de la société locale dans un projet alternatif. Un mouvement régional de défense du «lieu de vie» instaurerait un contrôle communautaire sur l'espace et les ressources locales, suffisant pour assurer la pérennité de la société rurale, en décalage avec l'État (Dionne, 1979 et 1984). Ce projet de développement autonome (une «quête autonomiste» vis-à-vis des projets étatiques) enrôle donc l'espace vécu et les identités locales pour produire une authentique ruralité, une «cohésion spatio-socio-politique» (Dionne, 1986a : 129-130). Cette perspective va être soumise à rude épreuve sous deux perspectives, dans la seconde moitié des années 1980.

## La ruralité contre l'État régulateur

Selon l'analyse sévère du GRIDEQ, le mouvement communautaire rural est confronté aux nouvelles stratégies étatiques d'encadrement territorial : la loi 90 de décembre 1978 sur le zonage agricole et la loi 125 de novembre 1979 sur l'aménagement et l'urbanisme renvoient moins à une démocratisation du développement qu'à un reformatage fin des rapports entre l'État et la société civile. Non pertinents pour l'Est-du-Québec, ces textes cacheraient, sous une apparente neutralité technique, une réhabilitation des stratégies descendantes d'aménagement (la rationalisation, issue d'une perspective plutôt urbaine) (Collectif, 1981). Or, les MRC démontrent comment le «développement local», promu par l'État au même titre que le développement endogène et l'appartenance communautaire, prend les mouvements sociaux à contre-pied (Dionne, 1986b et 1986c). En plein désengagement de ses politiques directes visant à supprimer les disparités, l'État se recompose au niveau local en menant ce qui est analysé comme une «constante stratégie étatique de pénétration civile» (Dionne, 1986a : 123), au moyen des outils conditionnels et de «la normalisation du développement» (Dionne, 1986c : 18). Cette instrumentalisation de l'espace par l'État régulateur produit un «processus d'enfermement de l'espace par maillage institutionnel» (Dionne, 1986a : 129) qui réédite, à une échelle plus fine, l'épopée bureaucratique du BAEQ : le reformatage des territoires pour imposer une «nouvelle territorialité "légitime" de développement» au niveau des MRC, face à celle des groupes sociaux (Dionne, 1986c : 17). Concrètement, l'instauration de ce «localisme corporatiste» assurerait le «confinement au niveau local» des mouvements sociaux alternatifs et le détournement technocratique des énergies culturelles locales (Bonneau et Dionne, 1986 : 105). L'État aurait ainsi le champ libre pour coopter de nouvelles élites en les subjuguant par une rationalité technocratique et écologique (Bonneau, 1986a), pour institutionnaliser une forme de «corporatisme territorial» (Bonneau, 1986b) qui réaffirmerait un modèle urbain de développement contre le développement endogène authentique.





## La ruralité en voie de fragmentation structurelle

Toutefois, à la fin des années 1980, la capacité du mouvement social à organiser une société locale autonome est menacée bien plus lourdement par la crise générale des milieux ruraux québécois, qui s'exprime à plein dans l'Est-du-Québec. Si les difficultés de certains organismes communautaires à poursuivre un projet global de développement étaient connues (Dionne et Gendron, 1984), l'aggravation est telle qu'elle impose progressivement un « constat d'échec » dans une ruralité au bord de l'implosion (Dionne, 1991). La déstabilisation généralisée des régions ressources (baisse démographique, inadéquation du cadre politique) produit une différenciation croissante entre le rural périurbain, proche des villes, et le rural forestier, plus éloigné (Dionne, 1987). Ce dernier cas de figure illustre même une sorte de « double périphérisation : une forte décroissance de population des petits villages dans des MRC elles-mêmes en décroissance » (Dionne, 1989b : 337). Générales au Québec, ces tendances sont particulièrement sensibles dans l'Est-du-Québec, où « le maintien des petites communautés villageoises » est compromis par le processus de « fermeture "tranquille" des villages en faillite » (Dionne, 1989c : 1-3).

Cette crise rurale renvoie à deux facteurs structurels, qui se combinent pour conduire à une redéfinition sensible du développement rural. L'impact de la crise économique internationale rappelle l'importance du capitalisme ou du marché, dans le Québec rural de la fin des années 1980. Les organismes de gestion en commun (OGC), qui symbolisaient la continuation des Opérations Dignité, entrent en crise et doivent se replier sur un développement plus individualiste, entrepreneurial et sectoriel, au prix d'un renoncement aux formules communautaires et au projet de l'aménagement intégré des ressources (Dionne, 1987). Mais cette crise s'explique aussi par le rapport politique qu'entretient la société québécoise avec la ruralité, l'occupation et la structuration du territoire : la « crise du Québec rural » souligne combien manque, depuis la Révolution tranquille de réelle réponse à sa recherche de « solutions originales d'un développement global et intégré qui permettraient le maintien du territoire et la création d'emplois locaux et ruraux » (Dionne, 1989b : 340). En conséquence, il convient de repenser le développement en fonction de l'hétéronomie croissante des sociétés locales, ou plutôt en fonction de « l'état de balancement entre les forces exogènes découlant des processus d'internationalisation économique et les volontés endogènes de maintien et de développement du milieu d'appartenance » (Dionne, 1989d : 62).

Les années 1980 sont rudes pour la ruralité de l'arrière-pays bas-laurentien, ce dont témoignent les évolutions intellectuelles du GRIDEQ. La décennie avait commencé par une définition ambitieuse du développement rural, où la ruralité s'incarnerait tout entière dans une logique alternative de développement par laquelle le mouvement social mobilisé autour des conditions de vie contesterait avec succès les logiques systémiques représentées par l'État ; elle s'achève par le constat navré de l'éclatement et la marginalisation des sociétés villageoises, dont les tentatives de développement assises sur la spécificité des conditions de vie sont annihilées par la crise des structures rurales, pénétrées de toutes parts par les métastases des logiques économiques et étatiques. Dans une certaine mesure, ceci signe l'échec de l'opposition trop stricte entre territoires et fonctions, qui a longtemps structuré les analyses du GRIDEQ (Chiasson, 2000) et d'autant plus qu'elle a largement été assimilée à d'autres dichotomies analytiques, liées à la littérature sur les territoires (endogène/exogène), aux mouvements sociaux

(monde vécu/système), au marxisme (population/capitalisme) voire à l'épistémologie (action/structure), etc. En ce sens, cette période représente la fin du « programme fort » de certains membres du GRIDEQ, qui proposaient une définition exclusive de la ruralité, fondée sur les lieux comme espace de vie totalisant l'ensemble des rapports sociaux fondamentaux, créateurs d'une globalité irréductible à partir des conditions de vie et de la sociabilité rurale. Pour autant, l'ambition de penser l'originalité de la ruralité demeure : la perspective d'un mouvement social comme « pratique sociale radicale, prenant racine dans la société civile » (Dionne, 1989d : 63) est conservée au prix d'un double déplacement, qui redéfinit largement les territoires ruraux. Le mouvement rural s'oppose désormais moins à l'État qu'au marché, par la recherche d'une forme d'économie sociale (Dionne, 1987-88), une « troisième voie » (Dionne, 1990) animée par une rationalité territoriale et communautaire (Dionne, 1989b : 343). Ensuite, la mobilisation rurale continue la « recherche de nouvelles formes de sociabilité, de solidarité et de convivialité structurantes » (Dionne, 1989b : 342), mais moins en fonction de son rôle structurel que de son potentiel symbolique ou imaginaire : le mouvement porte une « utopie » visant à la socialisation de l'économie, au développement d'une « économie territorialisée » et sociale (Dionne, 1989d : 71 ; Dionne, 1990). En ce sens, il faut moins renoncer à la problématique opposant le développement par en haut et le développement par le bas qu'en redéfinir le contenu pour continuer à penser le mouvement rural comme contribution à « un nouveau mode de régulation » qui produirait une certaine globalité de l'espace local (Dionne, 1989b : 345).

## **La communauté rurale face à l'État : le développement par la revalorisation symbolique des territoires**

La fin des années 1980 représente une période délicate pour nombre d'études québécoises tournées vers les territoires : sociologie, économie, études et science régionales, etc. Certes l'ambition critique, d'inspiration marxiste ou actionnaliste, continue d'animer l'analyse des territoires d'un double questionnement, sur les facteurs structurels (notamment la tendance à l'éclatement du social) et sur le rôle de l'action collective (en particulier les nouveaux mouvements sociaux) (Gagnon *et al.*, 1989 ; Klein et Tremblay, 1989). Mais la déstabilisation des arrangements politiques et sociaux du fordisme conduit à élargir les références afin de mettre en valeur d'autres dynamiques présentes sur les territoires : la science régionale américaine s'ouvre à son homologue européenne, plus active (Proulx, 1996) ; la sociologie des mouvements sociaux puise dans les concepts de l'approche de la régulation pour penser l'institutionnalisation du communautaire (Bélanger et Lévesque, 1991) ; les études régionales au GRIDEQ associent plus systématiquement des travaux classiques aux approches critiques (Isard, Perroux, Friedmann, etc.) (Lafontaine, 1995). Cet élargissement théorique ouvre la construction de l'espace aux facteurs institutionnels et aux coopérations avec les institutions, qui s'intercalent analytiquement entre les évolutions structurelles et l'action collective, notamment en termes de gouvernance (Benko et Lipietz, 1992). Ainsi, en dépit de leurs limites, les partenariats pourraient bien signifier un « repositionnement des forces sociales », au sein d'un « mécanisme de reconstitution horizontale d'une société par ailleurs éclatée sous l'effet de la crise » (Gagnon et Klein, 1992 : IV). Ce faisant, l'action collective et le local deviennent centraux dans la formation des compromis sociaux, alors qu'ils étaient marginaux avant la crise du modèle fordiste de développement ; sous la forme d'expérimentations souvent localisées, « la société est

à la recherche d'un nouveau contrat social, d'un nouveau compromis sur le plan des rapports sociaux fondamentaux» (Lévesque et Mager, 1992 : 30). Le partenariat serait donc moins une récupération du mouvement social qu'un ensemble de dispositifs institutionnels partagés qui, parce qu'ils respectent la diversité des visées fondamentales en présence, peuvent concourir à la diffusion d'un modèle de développement alternatif et local, basé sur la qualité de vie. Ce pari théorique est séduisant parce qu'il ouvre à l'analyse tout le champ de l'institutionnalisation des mouvements sociaux sur les territoires (urbains et ruraux) (Hamel et Klein, 1991). En particulier, il met fin à une conception très stricte des espaces comme lieux de vie et l'ouvre à une pluralité de relations sociospatiales, ce qui élargit le regard au territoire, naissant des rapports entre l'action collective et l'État. La pertinence de cet élargissement est cependant soigneusement discutée et évaluée (Gagnon et Klein, 1992), en particulier quant aux mouvements sociaux ruraux : est-il vraiment réaliste d'attendre du mouvement social qu'il soit rien de moins que l'intégrateur global des territoires locaux? (Dionne, 1992)

### **La ruralité comme mobilisation de revalorisation symbolique du territoire**

Les travaux critiques autour d'Hugues Dionne représentent bien la rapide réévaluation de la ruralité au Québec, face aux transformations du contexte macrostructurel. Le problème est moins la domination étatique que sa démission face à l'éclatement de sociétés rurales désormais hétéronomes, à la fois internationalisées et localisées parce que générées par l'enchevêtrement inextricable entre logiques macrosociales externes liées à la globalisation économique et les logiques microsociales internes des espaces sociaux (Dionne, 1995). Dans ce contexte, la signification des mobilisations territoriales s'élargit au-delà du seul cadre de vie, pour saisir comment un acteur collectif pourrait, dans un espace, introduire une forme de cohérence politique – bref, donner naissance à une logique politique de territoire. Ainsi, l'opposition entre logiques fonctionnelles et territoriales autour du mode de développement change de signification : la tension met aux prises les communautés et le marché (avec les institutions étatiques et locales comme alliés à conquérir – cf. infra). Et elle concerne surtout les représentations symboliques, par deux perceptions de l'espace opposant la région-ressources, réduite à la seule production, et la région-milieu de vie, qualifiée par les conditions de vie, les innovations sociales et la maîtrise locale du développement (Dionne, 1992). Penser la ruralité passe donc par une nécessaire réarticulation des deux problématiques, structurelle et actionnaliste.

Il faut d'abord rappeler le rôle des facteurs économiques structurels dans l'après-fordisme, majeurs dans la marginalisation des régions-ressources (Dionne et Klein, 1993) et du Bas-Saint-Laurent (Dionne, 1992). Plus précisément, l'épuisement du mode villageois d'occupation s'explique par «la loi du marché sur les territoires» : «les facteurs des inégalités de développement sont structureux et laissent habituellement peu de prise à l'action locale qui tente de les contrecarrer» (Dionne et Klein, 1993 : 231-232) – ce qu'ignorent les formules trop souvent urbaines des «régions qui gagnent» (Dionne, 1995). Mais les territoires ne se réduisent pas aux structures, puisque «les développements locaux sont soumis à des contraintes qui dépassent les capacités des acteurs locaux... Et pourtant, la résistance territoriale continue!» (Dionne, 1992 : 375). Car la question du développement rural reste plus politique que jamais, c'est-à-dire activée par le rapport entre l'action collective territoriale et l'État ; en sont signe les nouvelles mobilisations de défense des milieux de vie ruraux,

qui poursuivent les résistances collectives aux logiques économiques et politiques dominantes (Dionne, 1992 ; Dionne et Klein, 1995). Cependant, cette lutte a surtout une dimension symbolique, qui a trait aux conflits quant à la signification du développement et à sa recomposition. La vogue du développement local exerce une fonction normative, dans le sens d'une uniformisation du développement en faveur des impératifs entrepreneuriaux, traduisant une «centralisation tranquille des orientations normatives du développement», aligné sur le modèle urbain (Dionne, 1995 : 105). Il faut, d'une part, ne pas s'illusionner sur les transformations des politiques territoriales de «l'État-partenaire» (Dionne et Klein, 1993), au mieux insuffisantes et au pire une démission tranquille face aux «régulations territoriales spécifiques aux lois du marché» (Dionne, 1995 : 103-105 ; Dionne et Klein, 1993). D'autre part, il faut être attentif à la signification politique des mobilisations, aux cadres cognitifs et normatifs qu'elles posent (diagnostic, solutions, valeurs), parce qu'elles visent à une revalorisation symbolique de l'identité rurale. Ce rétrécissement du rôle du mouvement social, désormais plus strictement symbolique que véritablement structurel, conduit à recentrer la ruralité sur l'enjeu politique de la mise en œuvre d'une stratégie englobante de développement qui contesterait «la perte d'identité [qui] découle d'une perte de contrôle, par les acteurs locaux, des outils de développement» (Dionne, 1992 : 387). Cette lutte symbolique est donc loin d'être seulement cela, puisqu'elle participe de la restauration du rôle du politique à différents niveaux (au-delà de la seule opposition à la stratégie étatique) : l'action collective vise à nouer des alliances pour former une certaine prise de contrôle politique du développement. Toutefois, ce projet est soumis à des contraintes plus fortes que jamais.

## La ruralité en tension avec l'État

Le mouvement rural, dans les années 1990, signe la quasi obsolescence de l'opposition à l'État technocratique (Dionne, 1992 : 378) ; les revendications font désormais appel à la coopération avec les acteurs institutionnels (en particulier l'État, par une véritable politique rurale) seuls à même de fournir des conditions nécessaires au contrôle par les acteurs de certains paramètres de base du développement local (notamment les services publics) (Dionne, 1992 : 387 ; Dionne et Klein, 1993). Les résistances rurales représentent alors un positionnement complexe face à l'État, sous la forme d'une coopération conflictuelle : dans un contexte où se joue rien de moins que la «pérennité de la communauté locale» (Dionne et Klein, 1995 : 150), le conflit avec l'État a l'effet paradoxal d'activer une identité territoriale qui participe à la construction des dynamiques communautaires, «des sentiments d'appartenance et des rapports sociaux favorables à l'innovation sociale» (*Ibid.* : 141). Outre le «conflit majeur entre les communautés locales et l'État» quant aux normes du développement, se créent donc des rapports ambivalents, où «les milieux locaux luttent pour conserver ou augmenter la présence de l'État, mais pas à n'importe quel prix», pour combiner «l'appel à l'investissement public et l'exercice de l'autonomie» (*Ibid.* : 150-151). Certes, l'équilibre est délicat, comme le démontre l'émergence de la Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent au début des années 1990. L'approche globale et solidaire de gestion intégrée des ressources (notamment forestières, avec une lutte pour la réappropriation du territoire) de cette coalition, relève encore une fois de l'utopie de «la définition d'un autre projet de société» enraciné et soutenable (Dionne et Saucier, 1995 : 49). Mais c'est l'échec de l'appel aux acteurs publics, pour pérenniser des emplois et des services publics



stables, qui conduira à investir une démarche psychosociale destinée à resserrer les liens communautaires et réhabiliter l'identité rurale. Cette ambivalence est démontrée avec plus d'acuité encore par la mobilisation du village de Saint-Clément contre la fermeture du bureau de poste, en 1992-1993.

L'importance réelle du conflit se révèle moins dans ses effets concrets (il s'achève par un échec dans ce cas précis) qu'en tant que processus de régénération symbolique et identitaire de la communauté territoriale. L'identité communautaire est réactivée, profondément solidaire et produit, à travers l'action, «des valeurs de socialités, d'affectivités, d'échanges et de don» qui opposent «un non retentissant» aux régulations utilitaristes et technocratiques propagées par la société moderne (Beaudry et Dionne, 1994 : 151-152). Le regain de ces mobilisations communautaires, qui touchent nombre de territoires ruraux, traduit plus généralement un «mouvement identitaire en quête d'une socialité nouvelle» qui tente de préserver des lieux denses, holistiques, matrices de globalité et de solidarité territoriale face à un mode de production qui les néglige (Beaudry et Dionne, 1995 : 271). Dans l'apparente banalité du quotidien, ces mouvements sociaux mènent la recherche discrète d'un nouveau contrat social, d'un développement qui réhabiliterait le rôle des territoires, de la socialité, de la proximité, de la quotidienneté dans une «dynamique de "communalisation" à l'œuvre dans le projet d'habiter l'espace rural» (*Ibid.* : 272-273). En ce sens, vivre quelque part est nécessairement un «agir subversif» si l'on retient toute la densité que recèle une société rurale comme une totalité dynamique qui offre une contre-définition, chaude et complexe, du vivre-ensemble : cette totalité est à la fois «territoire expressif de solidarité et entité anthropologique territorialisée» (Beaudry et Dionne, 1996 : 553). Par un apparent paradoxe, le rapport de coopération conflictuelle à l'État est moteur de cette relocalisation du politique : en protestant contre l'exclusion sociale (en regard du marché du travail) et territoriale (en regard du cadre de vie), la résistance rurale (ou urbaine) pose «un cadre territorial de négociation», «un cadre local de gestion des conflits sociaux» entre une communauté et l'État, autour de l'ensemble des grands enjeux du territoire (emploi, infrastructures productives et services publics) (Klein *et al.*, 1997 : 39). Cette dynamique entre l'État et les communautés débouche sur une conception assez optimiste pour l'avenir de la ruralité : ce travail de redéfinition des socialités territorialisées constitue en réalité la base d'un nouveau mouvement social qui déboucherait sur des compromis sociaux innovants par lesquels les territoires s'adapteraient à leur environnement (Klein *et al.*, 1997). Toutefois, sous une autre perspective, l'interprétation est moins rassurante.

## La ruralité en voie de fragmentation identitaire

Comme une décennie auparavant, des recherches tendent à démontrer une crise des structures profondes de la ruralité québécoise. Le développement rural est encore confronté à la disparition de son objet, la société rurale, face à l'emprise de la modernité : «la réalité villageoise existe de moins en moins» comme totalité rassemblant un mode de développement, une économie et un style de vie propres, parce qu'elle «se confond progressivement avec des modèles banlieusards» (Dionne, 1997 : 96-97). Le tissu social traditionnel primaire et familial des localités rurales se défait avec l'arrivée d'habitants de nouveaux lotissements, qui importent des habitudes urbaines (individualisme, mobilités, consommation standardisée, etc.) et exacerbent le «danger de banalisation et d'uniformisation des manières de travailler, d'habiter et de consommer»

(Dionne, 1997 : 98). Dans ce contexte de dualisation où, « dans chaque village de nos campagnes, il y a deux villages » (*Ibid.* : 99), c'est toute l'économie symbolique de la ruralité qui est atteinte : « le défi premier est d'ordre culturel », parce que « l'avenir du monde rural ne peut se faire sans l'affirmation et la valorisation d'une manière différente d'être, d'habiter et d'agir », ce qui suppose de mener une véritable « reconstruction d'une identité culturelle locale » diversifiée et particulariste (*Ibid.* : 98). Car la présente dissolution de l'univers de sens de la ruralité remet durement en cause les identités et appartenances territoriales.

Les processus spatiaux traditionnels de construction des identités individuelles et collectives se fragilisent, marqués par des contradictions et une complexification, notamment avec l'irruption des dynamiques de réseaux virtuels et aterritoriaux. Certes, les espaces ne forment sans doute pas des identités culturelles comme les autres, parce que « les liens sociaux à la base des solidarités sociales se construisent en dernière instance dans des "lieux" sur des territoires de référence » (Dionne et Thivierge, 1997 : 129). Néanmoins, emportées par la déliquescence des communautés de base traditionnelles, ces identifications de base se font instables et exigent des bricolages continuels, qui fondent mal les identités individuelles. Ainsi, une mobilisation au Bic, petite municipalité périurbaine proche de Rimouski, révèle une « structure duale » au sein de la population, entre la population traditionnelle et les nouveaux arrivants, qui s'exprime dans une fracture entre deux conceptions du village, l'une fondée sur la localisation, le face-à-face et la socialité dense, l'autre sur les mobilités, les réseaux aterritoriaux et la qualité de vie de la famille restreinte. Dans cette perspective, la communauté devient un territoire *patchwork*, menacé par l'atomisation et les conflits, sur fond de repli sur l'habitation, l'*oikos* et le bonheur privé (Dionne et Thivierge, 1997 : 145 ; mais cf. Dionne et Mukakayumba, 1998). Ce repli individualiste renvoie plus généralement à une crise de la société québécoise, dont les régulations traditionnelles s'épuisent : « Dans la conjoncture présente de laminage du social par la stricte rationalité marchande, la question sociale s'envisage le mieux sous le thème de l'éclatement et de la disjonction » (Dionne et Tremblay, 1999 : 101). À cet égard, la gestion politique du social ne fait qu'accuser au niveau des localités cette fragilisation des identités, l'éclatement de la signification que l'individu peut donner à son expérience de la vie quotidienne (sa « globalité existentielle ») (*Ibid.* : 98). Et réapparaît, sous cet angle identitaire, l'importance des rapports symboliques de l'État et de la communauté : les mobilisations communautaires présentent une contre-tendance aux disjonctions sociétale et culturelle en opposant au désengagement de l'État un rappel à l'ordre communautaire. Sous la forme politique d'une mission de constitution de liens sociaux, elles relient diverses problématiques dans un projet collectif, qui participe à la constitution d'un certain ordre communautaire (Dionne et Tremblay, 1999). Sous cette perspective inquiète, la ruralité sera mouvement social ou ne sera pas...

Le GRIDEQ des années 1990 élargit sa définition des espaces ruraux : ceux-ci sont moins des lieux de vie, au sens d'espaces sociologiques exclusifs de logiques spatiales de rechange, que des espaces de vie au sens inclusif, où la densité sociologique et humaine des lieux se mêle nécessairement de mécanismes marchands et bureaucratiques, qui constituent ses conditions de possibilité. Sur ce substrat, le mouvement rural prend un sens politique, comme résistance à l'État pour pérenniser les lieux communautaires, où les identités individuelles bénéficieraient d'un contexte suffisamment dense pour résister à l'effritement structurel de la ruralité. Celle-ci apparaît donc



comme un territoire, doté d'un sens politique par l'affirmation d'un acteur collectif qui négocie les rapports avec l'État, autour de la signification symbolique de la sociabilité, des lieux et du développement communautaire dans les stratégies étatiques de gestion du territoire. En ce sens, l'institutionnalisation des mouvements sociaux dans les années 1990 conduit le GRIDEQ bien au-delà des analyses dichotomiques antérieures, sans cependant renoncer à la pertinence de la tension politique entre le développement ascendant et le développement descendant. Fondamentalement, le développement rural concerne toujours l'intégration de la société québécoise, «l'articulation des communautés locales autour de la société globale» (Dionne et Klein, 1995: 137). C'est dans ce cadre qu'il faut concrètement évaluer la portée des partenariats, véritable coopération ou imposition douce d'une rationalité conforme à la régulation marchande, portée par l'État lui-même (Dionne, 1995), mais aussi par les acteurs sociaux (la part rentable de l'économie sociale). Bref, il faut être attentif aux formes renouvelées de la domination fonctionnelle sur la logique territoriale, à «l'engagement "caché" de l'État dans le développement» (Dionne et Thivierge, 2000: 311). Enfin, ce contexte explique la portée globale de cette redéfinition de la communauté comme utopie: une telle communauté est un horizon symbolique plus qu'une réalité achevée, un «idéal communautaire en construction, à défaut d'une communauté existante» (Klein *et al.*, 1997: 34), mais qui possède une force politique en ce qu'elle dote un cadre géographique d'une fonction dynamique d'intégration sociale face à l'État.

## Conclusion

Il s'est donc produit une évolution lourde de certaines études régionales critiques sur la ruralité québécoise qui, d'abord préférentiellement tournées vers les mouvements sociaux organisés autour des lieux de vie, connaissent un tournant au début des années 1990. Cette réorientation de perspective touche les études régionales dans leur ensemble: le regain des sciences régionales, notamment francophones (Benko et Lipietz, 1992), enrichit la boîte à outils conceptuels pour dépasser des oppositions canoniques antérieures (action/structure, région/ruralité, État/mouvement social, etc.) et repenser les rapports systématiques entre société et spatialité. Il en résulte une relecture des mécanismes générateurs des espaces sociaux, où les notions de territoire et de territorialisation viennent assouplir et intégrer les combinaisons des variables constitutives des réalités spatiales. En témoigne, pour le GRIDEQ et une partie des sciences régionales québécoises, la création du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT) qui prolonge en ces termes les interrogations classiques sur la capacité d'action des acteurs sociaux (Jean, 2008; Massicotte, 2008). Le regard s'élargit à la diversité des logiques spatiales (notamment politiques et résiliantes) et valorise plus nettement une mobilisation locale qui transmue les lieux de vie en territoires en enclenchant un rapport de coopération conflictuelle avec l'État. Cette redéfinition des rapports entre localisation et territorialisation conduit certains à renoncer au mouvement social au sens tourainien, malcommode, au profit d'une conception forte de la communauté, qui assure une certaine cohérence symbolique et sociale au local, puisque les lieux territoriaux et les liens communautaires sont inséparables dans une affirmation de l'identité comme «recherche de globalité» (Dionne et Thivierge, 2000: 312). Une telle quête vise ainsi à la fois à positionner cette identité dans son environnement politique et économique (intégration externe)

et à reconstruire des liens entre les acteurs et entre les enjeux sociaux (intégration interne) (Klein *et al.*, 1997 ; Dionne et Tremblay, 1999). Sous cette perspective, la communauté désignerait un mécanisme générateur de la forme ou de la morphologie de la ruralité, entendue comme une formation sociale produite par l'articulation sur un espace rural de la logique des lieux (soit l'espace au sens de sociabilité sociologique) et de la logique des territoires (l'espace au sens de mobilisation politique face à l'État).

Parmi d'autres variations, ce propos rejoint certaines analyses du modèle québécois de développement (Lévesque, 2002) en mettant l'accent sur la fonction de l'identité communautaire comme cadre et univers symbolique unificateur. Outre la dimension microsociologique, au moins deux dimensions d'un modèle communautaire de développement peuvent être rappelées. D'une part, au niveau mésosociologique, la communauté serait un arrangement institutionnel (de coopération conflictuelle) entre l'État et des acteurs territoriaux, dans lequel ces derniers mobiliseraient une identité totale (communautaire) pour créer un mouvement de congruence entre dynamiques sociales, politiques et économiques sur un espace. D'autre part, au niveau plus macrosocial, la communauté pourrait se constituer en acteur collectif porteur d'un modèle de développement, d'un horizon macrosocial donnant sens à un ensemble dynamique de rapports sociaux fondamentaux caractéristiques d'un ensemble social global – en tension avec l'État (sur le paradigme sociétal : *cf.* Jenson, 1989 ; Lipietz, 1990). Sous l'angle des processus de sociétalisation résultant du frottement entre la société locale et l'État (Jessop et Sum, 2006) ou de la construction de la citoyenneté en milieu rural (Cheshire et Woods, 2009), le développement rural communautaire passe sans doute plus que jamais par la tension entre les instruments et stratégies étatiques, d'une part, et les résistances et des contre-logiques ascendantes, d'autre part. La communauté serait ainsi la forme politique, renégociée en permanence sur une base territoriale, des espaces de vie localisés.





## Bibliographie

- ALPHANDÉRY, Pierre et BILLAUD, Jean-Paul (2009) Retour sur la sociologie rurale. Introduction. *Études rurales*, n° 183, p. 9-22.
- BEAUDRY, Raymond, et DIONNE, Hugues (1994) Recherche-intervention en communauté villageoise. *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 2, p. 141-152.
- BEAUDRY, Raymond et DIONNE, Hugues (1995) La permanence des communautés contre la mobilité des réseaux. Dans Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque (dir.) *Contre l'exclusion : repenser l'économie*. Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 267-286.
- BEAUDRY, Raymond et DIONNE, Hugues (1996) Vivre quelque part comme agir subversif : les solidarités territoriales. *Recherches sociographiques*, vol. 37, n° 3, p. 537-557
- BÉLANGER, Paul R. et LÉVESQUE, Benoît (1991) La « théorie » de la régulation, du rapport salarial au rapport de consommation. Un point de vue sociologique. *Cahiers de recherche sociologique*, n° 17, p. 17-51.
- BENKO Georges et LIPIETZ Alain (1992) *Les régions qui gagnent*. Paris, Presses universitaires de France.
- BONNEAU, Micheline (1986a) L'aménagement : outil de technocratisation du local. Dans Hugues Dionne, Juan-Luis Klein et Jean Larrivée (dir.) *Vers de nouveaux territoires intermédiaires ?* Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski, p. 7-15.
- BONNEAU, Micheline (1986b) L'invasion des territoires : localisme et corporatisme au sein des MRC. Dans Hugues Dionne (dir.) *Du local à l'État : les territorialités du développement*. Chicoutimi/Rimouski, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) – Université du Québec à Chicoutimi ; Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski, p. 83-96.
- BONNEAU, Micheline et DIONNE, Hugues (1986) Projets alternatifs ou infiltration : la stratégie spatiale de l'État. Dans Juan-Luis Klein (dir.) *Aménagement et développement : vers de nouvelles pratiques ?* Montréal, ACFAS, p. 105-112.
- BRENNER, Neil *et al.* (2003) Introduction : State space in question. Dans Neil Brenner, Bob Jessop, Martin Jones et Gordon Macleod (dir.) *State/space : a reader*, Oxford, Wiley-Blackwell, p. 1-26.
- CHESHIRE, Lynda et WOODS, Michael (2009) Rural citizenship and governmentality. Dans Rob Kitchin et Nigel Thrift (dir.) *International encyclopaedia of human geography*. London, Elsevier, p. 113-118.
- CHIASSEON, Guy (2000) *Penser et voir démocratiquement le développement local : le local et la question du politique*. Université d'Ottawa, thèse en science politique.
- COLLECTIF (1981) *L'impact des lois 90 (zonage agricole) et 125 (aménagement-urbanisme) dans l'Est du Québec*. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski.
- COLLECTIF (1983) *Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural*. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski.
- CÔTÉ, Serge et LÉVESQUE, Benoît (1982) L'envers de la médaille : le sous-développement régional. *Intervention économique*, n° 8, p. 55-78.
- DESCENT, David, SIMARD, Gilles et TRÉPANIÉ, Michel (1987) Le conflit social et la société québécoise : de l'analyse marxiste à la sociologie des mouvements sociaux. *Sociologie et sociétés*, vol. 19, n° 2, p. 125-144.

- DIONNE, Hugues (1979) Introduction : animation sociale et développement régional, du BAEQ à nos jours. Dans Benoît Lévesque (dir.) *Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives*. Montréal, Éd. coopératives Albert Saint-Martin, p. 49-54.
- DIONNE, Hugues (1984) Le mouvement populaire en milieu rural : un certain parcours. Dans Bruno Jean et Danielle Lafontaine (dir.) *Région, régionalisme et développement régional : le cas de l'Est du Québec*. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski, p. 137-170.
- DIONNE, Hugues (1986a) La manipulation des territoires comme stratégie dominante de l'État régulateur : le cas des MRC. Dans Hugues Dionne (dir.) *Du local à l'État : les territorialités du développement*. Chicoutimi/Rimouski, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) – Université du Québec à Chicoutimi; Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski, p. 123-134.
- DIONNE, Hugues (1986b) Les espaces de développement en conflit. Dans Hugues Dionne, Juan-Luis Klein et Jean Larrivée (dir.) *Vers de nouveaux territoires intermédiaires?* Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski, p. 117-134.
- DIONNE, Hugues (1986c) Le nouveau maillage géo-politique de l'État québécois : les municipalités régionales de comté. *Cahiers Nantais*, n°28, p. 13-20.
- DIONNE, Hugues (1987) Les sociétés d'aménagement des ressources et la difficile gestion collective. *Coopératives et Développement*, vol. 19, n°1, p. 83-93.
- DIONNE, Hugues (1989a) Stratégie territoriale de développement et système d'action local et communautaire. *Géographie sociale*, n°8, p. 129-137.
- DIONNE, Hugues (1989b) Le développement local villageois comme projet de société. Dans Christiane Gagnon *et al.* (dir.) *Le local en mouvements*. Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) – Université du Québec à Chicoutimi, p. 333-349.
- DIONNE, Hugues (1989c) Le maintien nécessaire des communautés villageoises. Dans Hugues Dionne et Jean Larrivée (dir.) *Les villages ruraux menacés : le pari du développement*. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski, p. 1-10.
- DIONNE, Hugues (1989d) Développement autonome du territoire local et planification décentralisée. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 12, n°1, p. 61-73.
- DIONNE, Hugues (1990) Solidarité, proximité et développement local. Dans Université coopérative internationale (dir.) *Les rentabilités coopératives et associatives comme vecteurs de développement*. Kigali, Université coopérative internationale, p. 102-110.
- DIONNE, Hugues (1991) Les expériences communautaires de gestion collective en milieu rural de l'Est du Québec : constat d'échec? Dans Colette Fourcade (dir.) *Petite entreprise et développement local*. Paris, Eska, p. 300-312.
- DIONNE, Hugues (1992) De la région-ressources à la région-milieu de vie : à la recherche de nouveaux partenaires. Dans Christiane Gagnon et Juan-Luis Klein (dir.) *Les partenaires du développement face au défi du local*. Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) – Université du Québec à Chicoutimi, p. 372-401.
- DIONNE, Hugues (1993) La collectivité de base, force charnière de l'initiative économique et du développement local. Dans *Les petites collectivités de l'Abitibi-Témiscamingue : quel avenir?* Rouyn-Noranda, Conseil régional de l'Abitibi-Témiscamingue, p. 38-49.



- DIONNE, Hugues (1995) Centralisation tranquille et ambiguïtés du développement régional. Dans Serge Côté, Juan-Luis Klein, Marc-Urbain Proulx et Raymond Beaudry (dir.) *Et les régions qui perdent... ?* Rimouski, GRIDEQ-GRIR-Département de géographie de l'UQAM, p. 83-111.
- DIONNE, Hugues (1997) L'enclenchement du développement local en milieu rural : pourquoi ici ? Pourquoi pas là ? Dans Roméo Bouchard (dir.) *Rebâtir les campagnes, des villages et des petites villes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, p. 91-100.
- DIONNE, Hugues et GENDRON Maurice (1984) Le JAL à la recherche d'un second souffle. Dans Bruno Jean (dir.) *Développement local et tiers-secteur marchand au Québec : monographie de l'Est du Québec*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, p. 36-43.
- DIONNE, Hugues et KLEIN, Juan-Luis (1982) L'aménagement intégré des ressources : une alternative à la marginalité rurale. *Interventions économiques*, n°8, p. 85-89.
- DIONNE, Hugues et KLEIN, Juan-Luis (1993) La question régionale au Québec contemporain. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 37, n°101, p. 219-240.
- DIONNE, Hugues et KLEIN, Juan-Luis (1995) Les villages face à l'État : de la révolte territoriale au développement local. Dans Alain-G. Gagnon et Alain Noël (dir.) *L'espace québécois*. Montréal, Québec-Amérique, p. 171-188.
- DIONNE, Hugues et MUKAKAYUMBA, Édith (1998) Territoire de communauté et développement enraciné. Dans Pierre-André Tremblay (dir.) *Des communautés au communautaire*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) – Université du Québec à Chicoutimi, p. 20-35.
- DIONNE, Hugues et SAUCIER, Carol (1995) Intervention sociale et développement local : la Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent. *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n°1, p. 45-61.
- DIONNE, Hugues et THIVIERGE, Nicole (1997) De la région à la maison : les ambiguïtés du « sentiment d'appartenance ». Dans Serge Côté, Juan-Luis Klein et Marc-Urbain Proulx (dir.) *Action collective et décentralisation*, Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), p. 126-148.
- DIONNE, Hugues et THIVIERGE, Nicole (2000) Le développement humain et l'identité territoriale et communautaire. Dans Carrier, Mario et Côté Serge (dir.) *Gouvernance et territoires ruraux – Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 301-316.
- DIONNE, Hugues et TREMBLAY, Pierre-André (1999) Mobilisation, communauté et société civile sur la complexité des rapports sociaux contemporains. Dans Pierre-André Tremblay (dir.) *Vers un nouveau pacte social ? État, entreprises, communautés et territoire régional*. Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) – Université du Québec à Chicoutimi, p. 89-104.
- DULONG, Renaud (1975) *La question bretonne*. Paris, FNSP – Armand Colin.
- FORTIN, Gérald (1971) *La fin d'un règne*. Montréal, Hurtubise HMH.
- FOURNIS, Yann (à venir) Le développement territorial entre sociologie des territoires et science régionale : la voix du GRIDEQ. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*.
- GAGNON, Christiane (dir.) (1989) *Le local en mouvements*. Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) – Université du Québec à Chicoutimi.
- GAGNON, Christiane et KLEIN Juan-Luis (dir.) (1992) *Les partenaires du développement face au défi du local*. Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) – Université du Québec à Chicoutimi.

- HAMEL, Pierre et KLEIN, Juan-Luis (1991) Partenariat et territoire: vers une nouvelle géographicité du social? *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, n°95, p. 233-236.
- HARVEY, Fernand (1976) Le monde rural: conclusion et perspectives. Dans Collectif (dir.) *La problématique du développement en milieu rural*, Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski, p. 257-270.
- HARVEY, Fernand (1980) La question régionale au Québec. *Revue d'études canadiennes*, vol. 15, n°2, p. 74-87.
- JEAN, Bruno (1982) La dualité de la production agricole en région périphérique: le cas de l'Est-du-Québec. *Intervention économique*, n°9, p. 131-141.
- JEAN, Bruno (1985) *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- JEAN, Bruno (1997) *Territoires d'avenir: pour une sociologie de la ruralité*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- JEAN, Bruno (2006) Présentation: Le développement territorial: un nouveau regard sur les régions du Québec. *Recherches sociographiques*, vol. 47, n°3, p. 465-474.
- JEAN, Bruno (2008) Le développement territorial: une discipline scientifique émergente. Dans Guy Massicotte (dir.) *Sciences du territoire: perspectives québécoises*. Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 283-313.
- JEAN, Bruno et LAFONTAINE, Danielle (dir.) (1984) *Région, régionalisme et développement régional: le cas de l'Est-du-Québec*. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski.
- JENSON, Jane (1989) "Different" but not "exceptional": Canada's permeable fordism. *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, vol. 26, n°1, p. 69-94.
- JESSOP, Bob et SUM, Ngai-Ling (2006) *Beyond the regulation approach: putting capitalist economies in their place*. Cheltenham, Edward Elgar Publishing.
- JESSOP, Bob, BRENNER, Neil et JONES, Martin (2008) Theorizing sociospatial relations. *Environment and Planning D*, vol. 26, n°3, p. 389-401.
- JOLLIVET, Marcel (2009) Un temps fort de la sociologie rurale française. *Études rurales*, vol. 1, n°183, p. 67-82.
- KLEIN, Juan-Luis (1978) Du matérialisme historique aux inégalités régionales. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 22, n°56, p. 173-187.
- KLEIN, Juan-Luis (2010) Changements de paradigme en géographie et aménagement du territoire. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 54, n°151, p. 133-152.
- KLEIN, Juan-Luis, DIONNE, Hugues et TREMBLAY, Pierre-André (1997) L'action collective et l'idéal communautaire: bases territoriales d'un nouveau type de mouvement social. Dans Juan-Luis Klein, Pierre-André Tremblay et Hugues Dionne (dir.) *Au-delà du libéralisme: quel rôle pour les mouvements sociaux*. Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 33-46.
- KLEIN, Juan-Luis, et TREMBLAY, Pierre-André (1989) Les mouvements sociaux et leurs espaces d'autonomie: le local renouvelé. *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 2, n°1, p. 99-111.
- LAFONTAINE, Danielle (1995) Le GRIDEQ: vingt ans de travaux engagés sur le développement régional. Dans Nicole Thivierge (dir.) *Savoir et développement: pour une histoire de l'UQAR*. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski, p. 311-331.

- LÉVESQUE, Benoît (1976) La sociologie et le milieu rural. Dans Collectif (dir.) *La problématique du développement en milieu rural*, Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement territorial, de l'Est du Québec (GRIDEQ) – Université du Québec à Rimouski, p. 40-56.
- LÉVESQUE, Benoît (2002) Le modèle québécois: Un horizon théorique pour la recherche, une porte d'entrée pour un projet de société? *Interventions économiques*, n°29. [En ligne.] <http://interventionseconomiques.revues.org/1012>
- LÉVESQUE, Benoît et MAGER, Lucie (1992) Vers un nouveau contrat social? Éléments de problématique pour l'étude du régional et du local. Dans Christiane Gagnon et Juan-Luis Klein (dir.) *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) – Université du Québec à Chicoutimi, p. 19-68.
- LIPIETZ, Alain (1990) Après-fordisme et démocratie. *Les temps modernes*, n°524, p. 97-121.
- MAHEU, Louis (1983) Les mouvements de base et la lutte contre l'appropriation étatique du tissu social. *Sociologie et sociétés*, vol. 15, n°1, p. 77-82.
- MASSICOTTE, Guy (1983) Rimouski et le Bas-Saint-Laurent: identité culturelle et développement régional. Dans Gérard Bouchard (dir.) *Les régions culturelles*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 35-60.
- MASSICOTTE, Guy (1985) Les études régionales. *Recherches sociographiques*, vol. 26, n°1, p. 155-173.
- MASSICOTTE, Guy (dir.) (2008) *Sciences du territoire: perspectives québécoises*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- MENDRAS, Henri (1994) *La seconde révolution française, 1965-1984*. Paris, Gallimard.
- PROULX, Marc-Urbain (dir.) (1996) *Le phénomène régional au Québec*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- QUÉRÉ, Louis (1978) *Jeux interdits à la frontière: essai sur les mouvements régionaux*. Paris, Anthropos.
- SOUTHCOTT, Chris (1999) The study of regional inequality in Québec and English Canada: A comparative analysis of perspectives. *Canadian Journal of Sociology*, n°24, p. 457-484.
- TOURAINÉ, Alain et DUBET, François (1981) *Le Pays contre l'État: luttes occitanes*. Paris, Seuil.